

Les enjeux de la transition du gymnase à l'université

par Dominique Arlettaz, Recteur de l'Université de Lausanne

A l'occasion de la Conférence "*Transition Gymnase-Université*" tenue à l'Université de Lausanne les 2 et 3 septembre 2013, j'ai eu l'occasion de présenter ce que j'estime être les principaux enjeux de cette transition, soit l'accès aux études supérieures et la réussite; j'ai ensuite évoqué quelques exemples de ce qu'une université peut faire pour faciliter la transition du gymnase à l'université. Le texte ci-dessous reprend ces éléments développés lors de mon allocution.

L'accès aux études

La politique qui sera menée en Suisse au cours des prochaines années en matière d'accès aux études supérieures aura, j'en suis convaincu, un impact majeur sur l'avenir économique et social de notre pays. De manière générale, on constate aujourd'hui deux tendances de la part des responsables politiques et académiques : certains souhaitent restreindre l'accès aux études afin de donner la possibilité aux hautes écoles de n'accepter que des étudiants considérés comme "excellents" et de dédier l'essentiel de leurs ressources à la recherche, alors que d'autres veulent garantir l'accès aux études supérieures à toutes celles et à tous ceux qui en ont la volonté et la capacité tout en maintenant un haut niveau d'exigence.

Pour ma part, je suis résolument en faveur de cette seconde vision et je m'oppose à ce que la formation supérieure soit l'otage de la quête de l'*excellence* et des *rankings universitaires*. La raison en est simple : outre le principe de l'égalité des chances que je défends, je constate que l'évolution démographique de la Suisse et les mutations de son tissu économique font que notre pays a besoin de nombreuses personnes hautement qualifiées. Il est de plus en plus fréquent que des entreprises n'arrivent pas à trouver suffisamment de personnel formé au niveau supérieur et recrutent leurs cadres à l'étranger. Un autre exemple de ce problème est la pénurie de médecins qui est annoncée depuis près de dix ans en Suisse, mais qui va devenir réalité de manière imminente : les universités, avec l'aide des pouvoirs publics, doivent – et veulent - assumer leur responsabilité de former plus de médecins.

La Suisse a donc impérativement besoin d'avoir les étudiants qu'elle a et elle devrait probablement en avoir un peu plus pour mettre tous les talents au service de son avenir. A cet égard, rappelons quelques ordres de grandeur : les douze universités et écoles polytechniques suisses comptent ensemble environ 140'000 étudiants, les HES et les HEP en ont 80'000 alors que les pays qui nous entourent ont une population d'étudiants proportionnellement beaucoup plus importante (il suffit de penser à la ville de Rome qui compte trois universités dont la plus importante, La Sapienza, a 130'000 étudiants à elle seule !). Insistons encore sur le fait que notre formation gymnasiale est très sélective par comparaison internationale, puisque seuls 19.6% des jeunes d'une classe d'âge obtiennent leur certificat de maturité gymnasiale. La Suisse a relativement peu d'étudiants et il me semble primordial que tous les responsables académiques s'engagent pour encourager les jeunes qui sont motivés à entreprendre des études supérieures.

Mais que l'on ne se méprenne pas, mon propos ne vise ni à renoncer à des objectifs d'apprentissage ambitieux pour les cursus universitaires ni à diminuer l'importance et la qualité des autres voies de formation en Suisse, en particulier de la formation professionnelle qui est une des richesses du système de formation de notre pays.

Pour atteindre l'objectif ci-dessus, il est indispensable que les hautes écoles mettent à disposition de leurs étudiants une offre de formation attractive et variée, encadrée par un nombre suffisant d'enseignants, mais il faut aussi que les conditions matérielles ne rendent pas la vie des étudiants trop compliquée. A ce propos, la question des bourses d'études est actuellement l'objet d'une initiative populaire fédérale et d'un contre-projet indirect du Conseil fédéral. Mais quel que soit le modèle qui sera retenu en votation populaire, nous aurons besoin d'augmenter les ressources dédiées à l'aide aux études. Pendant la période 2013-2016, la Confédération finance l'aide aux études à hauteur de 25 millions de francs par an, ce qui représente 0.4% du total des moyens qu'elle dédie à la formation et à la recherche. Faire passer ce taux à 1% pour la période 2017-2020 serait un signe extrêmement encourageant pour tous les jeunes qui doivent faire face à des difficultés financières en raison desquelles ils renoncent ou prennent du retard dans leurs études.

La réussite universitaire

Les jeunes qui ont le courage de commencer une formation universitaire réussissent-ils leur projet de formation ? Voilà une question centrale pour toute université et pour les autorités politiques qui veulent, à juste titre, éviter d'utiliser l'argent du contribuable à mauvais escient. La réponse à cette question est clairement affirmative. Pour le justifier, je me permets de me référer à la situation de l'Université de Lausanne (UNIL) où le Bureau des statistiques procède depuis 2004 à des études de cohortes d'étudiants et suit le parcours de chaque étudiant individuellement. Le résultat est le suivant : 53% des personnes qui commencent un cursus de bachelor à l'UNIL obtiennent le bachelor qu'elles ont choisi en arrivant; ce taux passe à 59% si l'on inclut les bachelors obtenus après une réorientation et à 69% si l'on prend en compte les personnes qui changent d'université et obtiennent un bachelor d'une autre université suisse. Les autres étudiants (31%) quittent l'université soit pour entamer une formation dans une autre haute école en Suisse (par exemple une HES) ou à l'étranger, soit pour une autre activité.

Deux éléments méritent d'être remarqués: d'une part, les étudiants qui obtiennent un bachelor de l'UNIL réussissent leur parcours en un temps très court puisque la durée moyenne est de 3 ans et demi; d'autre part, le taux d'obtention du bachelor est presque identique dans tous les domaines d'études : en effet, si je ne considère que les personnes qui obtiennent le bachelor qu'elles ont choisi initialement, le taux d'obtention moyen est de 53%, alors qu'il est de 51% en économie et gestion, 51% en sciences sociales et politiques, 52% en médecine, 55% en droit et 56% en lettres pour ne citer que les cursus les plus fréquentés. Ceci montre clairement que les idées reçues prétendant que certaines orientations sont plus "difficiles" que d'autres ne sont pas réellement fondées. La réussite dépend beaucoup plus de la motivation des étudiants, qui est l'élément clé du succès.

Les étudiants travaillent beaucoup, se donnent les moyens de réussir et réagissent très bien lorsqu'ils subissent un échec. Je suis admiratif en constatant par exemple qu'un étudiant qui apprend à mi-septembre qu'il a échoué sa première année d'études n'a que quelques jours pour décider s'il veut abandonner son projet de formation, se réorienter ou au contraire décider de surmonter son échec et de se représenter à ses examens. Quant à ceux qui n'obtiennent pas leur diplôme, il faut reconnaître que prendre conscience que la voie d'études choisie n'est peut-être pas la bonne et avoir le courage de se réorienter est aussi à mes yeux une forme de réussite.

La réussite sur le marché du travail

Obtenir un diplôme d'une haute école est une chose, mais trouver un emploi en est une autre. Pourtant, les statistiques sont éloquentes : les diplômés universitaires trouvent des postes de

travail qui correspondent à leurs compétences et cela, quel que soit leur domaine d'étude. L'Office fédéral de la statistique a en effet publié en 2013 les résultats d'une étude longitudinale sur l'insertion professionnelle des personnes ayant terminé leurs études cinq ans auparavant : seuls 1.9% des titulaires d'un master universitaire sont au chômage à cette date, ce taux étant de 1.3% pour les titulaires d'un doctorat et de 2.1% des diplômés HES. Ici également, ce taux ne dépend pratiquement pas du domaine d'études, puisque il est de 2.7% pour les titulaires d'un master en droit, 2.5% en sciences naturelles, 2.2% en sciences humaines et sociales, 1.2% en sciences économiques, 0.8% en sciences techniques et 0.7% en médecine. De plus, l'adéquation entre l'activité professionnelle et le diplôme obtenu est globalement bonne puisque 84.2% des titulaires d'un master universitaire exercent un emploi pour lequel ce titre était exigé, alors que ce taux est de 91.6% pour les titulaires d'un doctorat et de 71.2% pour les détenteurs d'un diplôme HES.

Comment faciliter la transition du gymnase à l'université ?

Les gymnases et les universités ont le devoir de faciliter le passage du niveau secondaire au niveau tertiaire. Cette transition se passe plutôt bien parce que les étudiants ont été bien préparés au gymnase, comme le montrent plusieurs études réalisées ces dernières années. Cependant, il est indéniable que cette transition représente un certain choc pour la plupart d'entre eux. L'étudiant qui commence sa première année d'études universitaires se sent un peu perdu dans des classes comprenant plusieurs centaines d'étudiants et le système d'études peut lui paraître un peu brutal car il sait à quel point ses premiers examens seront sélectifs. Je crois pourtant que ce choc peut être salutaire si l'étudiant se sent stimulé et encouragé, et surtout s'il se passionne pour la discipline du savoir qu'il a choisie. C'est le rôle de l'université de l'aider à affronter ce choc, mais c'est l'étudiant et lui seul qui doit assumer la responsabilité de ses choix, réussir à apprendre et se donner les meilleures chances de réussir son projet de formation.

L'Université de Lausanne a pris plusieurs mesures pour adoucir ce choc, parmi lesquelles je peux citer des ateliers de préparation aux études la semaine qui précède la rentrée, des ressources importantes dédiées à l'amélioration de l'encadrement des étudiants, 70 nouveaux projets d'innovation pédagogique, un système de tutorat en première année de bachelor, et l'enquête "Comment allez-vous ?". Chaque année, l'UNIL organise cette enquête qui débute huit semaines après le début des cours : les services de l'Université, avec l'aide des associations d'étudiants, appellent individuellement par téléphone chacun des 2'600 étudiants qui ont débuté un cursus de bachelor. Le but de ces entretiens est double : d'une part mieux comprendre ce que les étudiants ressentent peu de temps après le début de leur vie universitaire, quelles sont leurs difficultés et leurs satisfactions, et d'autre part, ce contact personnalisé avec chacun d'eux veut leur montrer que l'Université se préoccupe de leur intégration et de leur réussite. Les résultats de ces enquêtes sont publiés chaque année sur le site web de l'UNIL (<http://www.unil.ch/soc/page79295.html>).

Conclusion

Les gymnases et les universités ont intérêt à avoir une vision globale du système national de la formation, à le concevoir comme une longue chaîne dont chaque maillon doit être fort et tourné vers ses voisins et à travailler ensemble pour faciliter la transition du gymnase à l'université. La maturité gymnasiale doit rester – à l'avenir aussi – le titre qui donne accès à toutes les voies de formation dans les hautes écoles suisses, indépendamment des options spécifiques et complémentaires choisies par l'élève. Pour leur part, les universités doivent se préoccuper de la réussite de leurs étudiants et je termine en affirmant que *viser la réussite est un objectif plus ambitieux que proclamer l'excellence !*